

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4227 - Mercredi 12 Octobre 2022 - Prix : 200 Fc

LANCEMENT DE L'ÉVALUATION MAEP

Les Comores en évaluation pour ses politiques de paix et de bonne gouvernance



Lancement officiel de l'évaluation MAEP.

ENTREPRENARIAT:

La Maison de l'emploi signe une convention avec sept entreprises du pays

Dans le cadre du programme visant à l'ouverture de l'environnement extérieur, la Maison de l'emploi (MDE) a signé une convention avec sept entreprises du pays. Cette approche participative permettra la création d'emplois pour les jeunes.

La Maison de l'emploi (MDE) et sept entreprises du pays ont signé hier lundi 10 octobre une convention dans le cadre du programme visant

à l'ouverture de l'environnement extérieur. Il s'agit de l'entreprise Wiya.KM, la pâtisserie Mamboleo, de l'agence de placement IKM service, du groupement pour une société d'économie solidaire (Djumba la Massiwa), Digital MB, Agence de placement APFC, Institut entrepreneurial des Comores (IEC).

LIRE SUITE PAGE 3

Prières aux heures officielles Du 11 au 15 Octobre 2022

Lever du soleil:

05h 44mn

Coucher du soleil:

18h 04mn

Fadjr : **04h 32mn**

Dhouhr : **11h 58mn**

Ansr : **15h 19mn**

Maghrib : **18h 07mn**

Incha : **19h 21mn**



LANCEMENT DE L'ÉVALUATION MAEP

Les Comores en évaluation en termes de politiques de paix et de bonne gouvernance

Le président de la république Azali Assoumani a lancé officiellement hier 11 octobre, le processus d'évaluation ciblée du Mécanisme Africain d'Evaluation entre Pairs (MAEP) au niveau du pays. Il s'agit d'un processus visant à promouvoir l'adoption de politiques, des normes et des pratiques, en vue d'assurer la stabilité politique, une croissance économique, un développement durable et une intégration économique sous régionale et continentale à travers le partage d'expériences et le renforcement des meilleures pratiques. Ce processus est assuré par des experts africains arrivés à Moroni depuis le 9 octobre dernier.

La mission d'évaluation ciblée du Mécanisme Africain d'Evaluation entre Pairs (MAEP), a été lancée officiellement à Moroni hier, par le chef de

l'Etat en présence des membres du gouvernement et des experts africains qui séjournent dans le pays pour l'évaluation du processus. Lors de son allocution, le locataire de Beit Salam a précisé « le mécanisme Africain d'évaluation par les Pairs (MAEP) est un instrument auquel adhèrent volontairement les États membres de l'Union africaine, en tant que mécanisme africain d'auto-évaluation. Aussi, il se doit de permettre aux Etats membres de prévenir les conflits, en procédant à des évaluations des politiques publiques, en relation avec la vie institutionnelle ». Cette mission a déjà commencé hier 11 octobre, à travers laquelle les experts étrangers veulent établir un rapport sur la situation politique et économique du pays car depuis que plusieurs pays essaient de se relever après la Covid-19, des phénomènes encore plus dangereux refont surface dont le terrorisme et le banditisme.

Des phénomènes que les diplomates appellent « changements anticonstitutionnels ». Si bien que le président a déclaré « l'Union Africaine par le biais de ses plus hautes autorités, à savoir les chefs d'État et le Président de la Commission de l'UA, ne pouvaient et ne devaient pas rester indifférente, face à la résurgence des changements anticonstitutionnels de gouvernement, mettant en péril des décennies de stabilité politique, renforcée par la démocratie ». Et de prôner avec fermeté qu'il est « urgent que nous renforçons le contrôle, que nous procédions aux évaluations nécessaires et que nous fassions le suivi de la mise en œuvre des décisions des instances dirigeantes, au niveau continental, régional et sous-régional ».

Dans la perspective de consolider la paix dans le continent, le directeur général du mécanisme africain d'évaluation par les pairs

(MAEP), Eddy MALOKA, s'est réjoui du fait que « Les Comores votre cher et beau pays a confirmé son adhésion au MAEP et sa disponibilité à recevoir une mission d'évaluation ciblée en aout 2022, lors de la mission de soutien du MAEP qui a eu pour objectif de sensibiliser différents acteurs importants, étatiques, non-étatiques, ainsi que du secteur privé, sur la mise en œuvre du processus du MAEP au Comores ». C'est dans le sens de rassurer le rapport qui sera établi après l'évaluation que le chef du MAEP a précisé dans son allocution que « l'équipe du MAEP qui a été mobilisée pour cette mission, est composée des citoyens africains, maîtrisant les contextes et les enjeux africains, et les questions clés de la thématique sous examen. Toutes les parties prenantes de la société Comorienne seront dument consultées pour recueillir les informations qui nous permettront de produire un rapport

objectif et équilibré sur cette problématique ».

De son côté, le ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale Dhoihir Dhoulkamal a mentionné les efforts fournis par le gouvernement dans le but d'intégrer le MAEP en vue de préserver la paix et la bonne gouvernance dans le pays. Et de confirmer la disponibilité de travailler avec la mission du MAEP afin d'atteindre les objectifs visés. Dans ce contexte d'aller vers une émergence de paix, le président de la république a rappelé que des politiques de redressement sont mises en place, pour sortir les Comores du marasme socio-économique et qu'un élan de développement socioéconomique a été engagé ces dernières années, pour atteindre l'émergence de notre pays, d'ici 2030.

Kamal Gamal

MISSION DU MAEP AUX COMORES

Le pays doit partager son expérience pendant la mission

Juste après le lancement de la mission d'évaluation ciblée du Mécanisme Africain d'Evaluation entre Pairs (MAEP), Dr Rachel Mukamunana membre de l'équipe MAEP et le ministre des affaires étrangères Dhoihir Dhoulkamal ont tenu un point de presse pour confier les objectifs et les perspectives de la mission en Union des Comores. La mission veut surtout apprendre des Comores la stratégie de gérer les difficultés politiques pour la soumettre lors des rencontres des Chefs d'Etats en février 2023.

Le pays est entré dans une phase d'évaluation du mécanisme africain d'évaluation entre pairs dans le but d'étudier les difficultés politiques, économiques et sociales pour proposer des solutions. Après le lancement officiel, Dr Rachel Mukamunana a confié à la presse qu'il s'agit d'une mission qui s'organise dans les pays africains adhérant du MAEP dont l'objectif est d'étudier les sources des troubles politiques pour apporter des solutions, « sauf qu'aux Comores, la paix et la sécurité sont un point fort mais nous n'oublions pas que les Comores ont connu des périodes de coup d'état et des troubles politiques qui n'existent plus aujourd'hui. Donc nous devons apprendre aussi cette stratégie de gouvernance ».

C'est dans ce contexte que Ousmane Mamadou Diallo a soutenu que l'objectif est de raffermir les



La mission des experts de l'évaluation MAEP avec le ministre Dhoulkamal.

principes démocratiques de paix et de sécurité, à travers « la conduite de cette évaluation ciblée, qui aura pour but d'explorer méticuleusement les questions du changement anticonstitutionnel de gouvernement en Afrique. Cet exercice important qui nous réunit aujourd'hui est le fruit du mandat accordé au MAEP afin d'encourager les Etats africains membres du Mécanisme à mettre en œuvre la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (CADEG), la Déclaration de l'Union Africaine sur la gouvernance démocratique, politique, économique et des entreprises et autres instruments perti-

nents, afin de promouvoir la démocratie et le développement socio-économique sur l'étendue du continent ».

C'était l'occasion pour lui de rappeler que lors de sa 32ème Session ordinaire tenue en février 2019 à Addis Abeba en Ethiopie, l'Assemblée a retenu que le Rapport sur la gouvernance en Afrique, élaboré par le MAEP, et l'Architecture africaine de gouvernance (AGA), devrait être soumis tous les deux ans, pour examen par l'Assemblée lors de ses Sessions ordinaires. Ceci est la raison de cette évaluation ciblée particulièrement axée sur le changement anti-

constitutionnel des gouvernements en Afrique. « Conséquemment, le MAEP a pour mission de préparer le Rapport de l'Evaluation Ciblée au Comores, en étroite collaboration avec l'AGA, afin de fournir des données pertinentes, précises et informatives sur cette thématique vitale, et mener des analyses minutieuses, objectives et équilibrés sur l'état de changement anticonstitutionnel de gouvernement qui demeure encore d'actualité aujourd'hui sur notre continent ».

Il faut rappeler que la mission en vue d'atteindre la stabilité et le développement politiques, les discussions doivent tourner sur des

thèmes profonds afin d'extraire des données cruciales à l'élaboration du rapport de cette évaluation ciblée, à savoir : l'ordre constitutionnel, et la légitimité de l'État par rapport au changement de régime, l'intégrité des élections démocratiques, la modification de la Constitution et changements de régime, la gouvernance économique, et la responsabilisation du secteur public face aux effets de changements de régime, la gestion de la diversité, et les droits humains, les soulèvements populaires, et les interventions militaires découlant de changements anticonstitutionnels de régime et le régime de sanctions. C'est pour ces objectifs que le ministre Dhoihir Dhoulkamal a affirmé que son département « s'est mobilisé, sous l'éclairage du Chef de l'Etat, pour accélérer le processus de participation de notre pays, aux activités du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Paires. C'est aussi dans le même élan que la précédente présidence des Comores à la Commission de l'Océan indien, a posé les jalons du Programme régional Gouvernance, Paix et Stabilité, dont le lancement officiel a e lieu le 22 septembre dernier », a-t-il dit, pour démontrer l'engagement du pays de promouvoir la paix et la stabilité, et de recadrer ses partenariats pour arriver à cette fin.

Kamal Gamal

ENTREPRENARIAT:

La Maison de l'emploi signe une convention avec sept entreprises du pays

Suite de la page 1

Dans son intervention, le directeur général de la Maison de l'emploi Saïd Hassani a expliqué qu'il s'est fixé des objectifs spécifiques, à faire de la Maison d'emploi un guichet unique pour l'insertion des jeunes à l'horizon 2030. Et pour cela la MDE doit impérativement collaborer et travailler étroitement avec les entreprises publiques et privées, les organisations et institutions pour atteindre ces objectifs. « C'est dans cette vision que j'ai mis en place le service partenariat et coopération pour renforcer le partenariat avec les entreprises publiques et privées, les institutions, les organisations patronales et associations

professionnelles, l'université des Comores, les institutions universitaires et les partenaires au développement », souligne celui qui compte multiplier les conventions dans les trois îles.

Les entreprises présentes ont manifesté leur enthousiasme pour cette convention. C'est le cas d'Alawiya Idriss fondatrice de l'entreprise info et business Wiya.KM qui a pour vocation de donner de la visibilité aux acteurs économiques du pays à savoir les entreprises, les produits. Cette plateforme a été créée pour que dans la rubrique entreprise, les visiteurs du site puissent avoir le maximum d'informations, une forme d'annuaire et il y a plusieurs rubriques notamment la

recherche d'emploi et les personnes ont aussi la possibilité de mettre leur CV sur le site pour les entreprises. « Nous avons signé une convention avec la MDE de façon à ce que les offres qui sont disponibles soient mises en ligne et aussi c'est une manière d'aller à la rencontre des jeunes pour qu'ils puissent faire leur CV en ligne et de donner de la visibilité à leur profil. Avec la MDE nous allons passer du temps à expliquer aux jeunes et accompagner les entreprises à avoir un bon descriptif d'emploi et accompagner les candidats à exercer le métier qui correspond à la recherche des entreprises », a-t-elle expliqué.

Même son de cloche

qu'Abdillah Nasrati gérante de la société IKM service. Cette société mène depuis deux ans une activité commerciale qui se tourne vers les entreprises et les particuliers qui recrutent. Et une activité d'orientation, d'information et de recrutement pour chaque candidat qui recherche un emploi. « Nous intervenons dans plusieurs domaines tels que l'hygiène, la sécurité, la restauration, l'administration, etc., pour les entreprises qui recherchent justement un stagiaire ou bien recruter. Nous accompagnons non seulement les jeunes diplômés ou pas mais aussi des personnes qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école ou de faire des études mais qui ont besoin de travailler. Nous allons signer

cette convention avec la MDE car nous avons les mêmes défis et objectifs », a-t-elle lancé.

Il est à noter que d'ici fin octobre, la MDE se prépare pour lancer officiellement un programme de partenariat et coopération décentralisé dans les communes de Ngazidja, d'Anjouan et de Mohéli, ainsi qu'au niveau régional et international. Cette approche participative servira à décentraliser les activités au niveau des communes et à mobiliser des ressources financières pour l'opérationnalisation du fonds des Nations pour l'initiative « un jeune, un emploi » promu par le chef de l'Etat.

Andjouza Abouheir

JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ MENTALE :

« Espoir » rentre en jeu

En vue de soutenir et d'apporter des solutions aux personnes atteintes de santé mentale, l'Espoir est née. Consciente de cette lourde tâche l'association va mettre les bouchées doubles pour sensibiliser la population sur ces pathologies.

Comme chaque 10 octobre, le monde célèbre la journée internationale de la santé mentale. Aux Comores c'était l'opportunité pour l'association « Espoir » de faire son lancement officiel. Cet événement a vu la présence du ministre de la santé, des psychologues, de la directrice de l'Anpi et de la société civile. Ces phénomènes sont récurrents dans le pays. Et c'est dans cette visée que l'association a été créée pour accompagner les personnes atteintes et leurs familles à faire face.

Dans son allocution, la présidente de l'association, Farah Moussa pour qui l'idée de créer cette association était la recherche d'une solution pour un ami, livre bataille face à cette réalité. « La maladie mentale fait peur, mais l'envie d'aider son prochain est plus forte que tout. C'est cette envie qui nous a poussé à surpasser cette peur pour nous atta-

quer frontalement au problème. Dans la compréhension africaine et comorienne plus particulièrement, un malade mental est un possédé du démon, ensorcelé... De nos jours, personne ne provoque un malade mental errant. Au contraire on s'en éloigne, on l'abandonne à son triste sort. Certaines familles, impuissantes, ne sachant pas quoi faire, préfèrent les enchaîner dans une pièce souvent sombre et insalubre où ils y resteront longtemps, parfois même jusqu'à leur mort. C'est hélas une réalité », évoque-t-elle, avant d'ajouter que « la première solution est que nous allons faire avec les moyens du bord comme on dit. D'abord sensibiliser la population sur l'existence des maladies mentales est un grand pas vers la guérison. Comprendre que les maladies invisibles existent... ».

Présent, le représentant de la ministre de la santé, Nadjime-Dine Youssouf Mbechezi a rappelé qu'à l'occasion de la 72ème rencontre du comité régional des ministres de la Santé pour la région africaine de l'OMS à Lomé, Loub Yakouti Attoume a fait état de la situation actuelle du pays sur les cas de maladies mentales. Aux Comores, le



Journée mondiale de la Santé Mentale.

premier service de prise en charge des maladies mentales a vu le jour en 2015. De janvier 2015 à octobre 2017, le psychiatre Dr Mistoihi Hassani Msoma déclare dans le journal Al-Watwan avoir consulté 659 patients parmi lesquels 225 cas de schizophrénie, 96 cas de troubles dépressifs, et 72 cas de troubles anxieux. La même année, en avril, le ministère de la santé a fait état de 11 tentatives de suicide en 2016 et près de 5% de la population comorienne souffrirait de dépression. « Ces don-

nées nous ont permis de prévoir dans le plan de construction du CHRI El-maarouf, un service dédié à la santé mentale. Dans le plan de formation et de spécialisation des ressources humaines de la santé, nous n'oublions pas le service de santé mentale. Très souvent, les grands combats de l'humanité sont déclenchés par un groupe de citoyens qui a décidé d'agir et de rassembler pour le bien commun » a-t-il confié.

L'OMS rappelle qu'en trois ans,

l'impact de la covid a occasionné une hausse d'environ 25% des troubles liés à la dépression et à l'anxiété à l'échelle mondiale. Avant la pandémie, on estimait déjà à plus de 116 millions le nombre de personnes qui vivent avec des troubles mentaux dans la Région africaine. Le taux de suicide reste particulièrement préoccupant, tout comme l'augmentation exponentielle du taux de consommation et d'abus d'alcool chez les adolescents âgés d'à peine 13 ans. « En vue de relever ce défi, les États Membres doivent impérativement honorer les engagements qu'ils ont pris en août 2022 au cours de la session du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique, lorsqu'ils ont approuvé le Cadre pour renforcer la mise en œuvre du Plan d'action global pour la santé mentale 2013-2030 dans la Région africaine de l'OMS », souligne Dre Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS. Pour mémoire, les Comores ne disposent ni de plan, ni de stratégie nationale pour la santé mentale bien que la question fait partie des préoccupations du ministère de la santé.

Andjouza Abouheir

COMMUNE DE MORONI :

Où est donc le rapport de la Cour des Comptes ?

C'est le sujet qui tient en haleine le microcosme politique de la capitale. Depuis le 24 septembre dernier, la section des Comptes de la cour suprême aurait remis son rapport concernant l'utilisation des deniers publics à la commune de Moroni durant les exercices 2020-2021.

Le rapport provisoire de la section des Comptes de la cour suprême n'a pas vocation à être rendu public, néanmoins les personnes visées par ce rapport ont le droit d'avoir accès pour émettre certaines observations par rapport à l'utilisation des fonds publics qu'ils ont eu à gérer. Sauf que jusqu'à ce jour, le rapport se trouve dans les tiroirs

de la Mairie de Moroni, avec la non possibilité pour les concernés d'avoir accès. C'est pourquoi, l'ancien Maire de la capitale Hassane Mohamed Halidi s'est offusqué de la confiscation de ce rapport par son successeur dans une lettre qui lui est adressé le 06 octobre dernier. « Il est malheureusement regrettable de constater que vous intéressez que d'éventuel aspect répressif de cet audit financier, pour seulement assouvir votre esprit revancharde en multipliant les agissements de mesures teintées de populisme », regrette l'élue orange qui a occupé la fonction de Maire de la capitale durant 14 mois.

Continuant sa charge, l'ancien édile de la capitale pointe du doigt la

violation des règles de procédures en usage dans le cas d'espèce. « Sans retenu, vous annoncez publiquement dans une occasion et lieu inapproprié la remise par la cour des comptes d'un rapport au stade encore provisoire et strictement confidentiel, piétinant ainsi les règles les plus élémentaires de procédures », poursuit-il. C'est pourquoi l'ancien Maire de la capitale conjure son successeur de revenir sur sa position. « Ainsi, je vous suggérerais de prendre les dispositions suivantes relatives au rapport que la cour des Comptes vous a remis et que vous n'avez pas pris la peine de me transmettre copie : les exercices 2020-2021 visés par la commission d'audit ne vous concernent pas, vous n'êtes pas donc en

mesure d'apporter d'éléments contradictoires à ce rapport », ajoute-t-il.

Comme ça été notifié dans cette lettre, ce n'est pas au Maire actuel de porter un regard critique sur ce rapport mais aux dirigeants successifs qui ont eu à diriger la Mairie durant la période visée, à savoir Madame Armiya Mattoir ancienne secrétaire générale de l'institution à qui la cour suprême avait donné le pouvoir d'assurer l'intérim, à Monsieur Hamid Jaffar Maire élu puis révoqué par la Cour Constitutionnelle, puis enfin Hassan Mohamed Halidi qui a exercé les charges de Maire du 26 octobre 2020 au 31 décembre 2021.

En s'appuyant sur cette règle, l'ancien maire appelle le premier

magistrat de la capitale à remettre le rapport aux ayants droit. « Il est donc impératif et urgent pour l'intérêt de la commune que vous réunissiez les responsables concernés par ledit audit en prenant le soin de mettre à leur disposition l'outil de travail approprié, aussi assurer pleinement une bonne condition leur permettant de produire éventuellement les éléments contradictoires », conclut l'expéditeur. Cette lettre démontre en tout cas le climat délétère qui prévaut dans les couloirs de l'hôtel de ville de Moroni qui oscille entre coup bas politique, trahison et un exercice du pouvoir de plus en plus verticalisé.

AS Badraoui

CARAVANE DE SENSIBILISATION :

Les psychologues sur le terrain

À l'occasion de la journée mondiale de la santé mentale, l'association des psychologues a organisé une caravane de consultations gratuites, du dimanche 9 au lundi 10 octobre dernier. Ce geste louable a pour but de détecter les maladies psychiques.

Après la conférence de débat, c'est au tour des consultations. Dimanche 09 octobre dernier à l'hôpital El-maarouf, l'association des psychologues (Espoir) a organisé une caravane de consultations pour permettre aux patients de connaître leur état mental. Entre 10h et 12h, une trentaine de personnes s'étaient rendues sur les lieux de consultation.

Rencontré dans les couloirs de la pédiatrie du CHN, un jeune couple s'est réjoui de cette belle initiative. « C'est madame qui a eu l'information et m'a demandé qu'on vienne consulter. Donc nous sommes venus voir les psychologues afin de parler de nos problèmes, tout en espérant que l'on trouvera une solution », a-t-

il expliqué, en estimant « que confier ses problèmes à un professionnel ne fait pas de nous une personne faible. C'est justement quand on a des soucis qu'il faut en parler à ceux qui peuvent nous aider. Cela nous empêche de nous suicider ou d'avoir des séquelles dans le long terme ».

Quant aux psychologues, ils étaient rassurés que le message est passé et que les gens se sont donnés la peine de venir consulter. « On avait un peu peur que les gens ne viennent pas. À notre grande surprise la liste a été vite remplie. Nous sommes en train de consulter jusqu'à en fin d'après-midi et lundi nous allons reprendre dans la région de Mbadjini. Ce qu'il faut retenir, ces consultations ne s'arrêtent pas là. Il s'agit d'un long processus, c'est un début. Les gens savent que nous existons », explique Dr Assadilah Abdallah avant d'ajouter que « nous avons un local à Bonzami, et nous serons toujours à l'écoute de nos patients pour que nous puissions apporter notre sou-



Caravane des consultations des maladies mentales.

ten et aide ». Même son de cloche que la direction d'El-maarouf. « Nous avons abrité la conférence et la caravane pour soutenir cette cause. L'hôpital a ce service à Mde. Tout ne peut pas se régler à la médecine, il y a aussi la part des psychologues qui sont d'une grande aide pour les gens sensibles », a précisé Mahmoud Abdallah, chargé de communication d'El-maarouf.

C'était également l'occasion

pour le président de l'association de faire appel à la sagesse de ceux qui pratiquent ce métier, sans avoir les notions qu'il faut. « J'interpelle les gens qui se disent « psychologues » alors qu'il ne le sont pas, de faire attention. Car il ne s'agit pas d'un métier que l'on apprend dans un seul cours, mais durant plusieurs années d'études. Respectons notre profession » a-t-il lancé.

Pour mémoire les maladies psy-

chiques à savoir l'anxiété, la dépression, le trouble psycho-traumatique, etc., touchent plusieurs personnes aux Comores, notamment des hommes, des femmes voire même des enfants. Cette action vise à soutenir et accompagner la population et surtout lutter contre la stigmatisation.

Andjouza Abouheir

SOCIÉTÉ

Vente d'ailes de poulet grillées, une activité qui attire les jeunes

À Mohéli, plusieurs jeunes, hommes et femmes se sont lancés dans la grillade d'ailes de poulet pour joindre les deux bouts. Mais la pénurie de produits vivriers et la hausse du prix des produits carnés, passé de 1500 fc à 1750 fc le Kg ont fait qu'un plat chez le professionnel du barbecue a presque doublé en quelques mois seulement. La clientèle n'en revient pas.

L'activité de grillade des ailes de poulet s'intensifie ces derniers temps à Mohéli, malgré l'inflation galopante. Partout à Fomboni, à Djando où dans la région de Mledjelé, il n'est pas rare de trouver des jeunes

filles et garçons qui vendent des ailes de poulet grillées (mabawa) afin de gagner leur vie. Bien que ce business semble fonctionner, ces jeunes sont confrontés au problème de l'inflation qui les oblige à vendre plus cher, ce qui n'est pas à la portée de leur clientèle habituelle.

En quelques mois seulement le kilo d'ailes de poulet passe de 1250 fc à 1750 fc actuellement. Et les produits vivriers tels que banane, manioc et autres tarots qui accompagnent les fameux mabawa n'y dérogent pas. Le prix d'un tas de ces produits a également doublé, ce qui ramène à 1000 fc le plat qui coûtait 500 fc et à 2000 fc

celui qui coûtait 1000 fc.

« Le bénéfice que je gagne en faisant des brochettes me permet juste d'acheter d'autres ingrédients pour la continuité de mon business. Tout va mal car il n'y a pas d'argent. Un tas de taros ou de banane de 500 fc ne peut pas suffire à un enfant, n'en parlons pas un adulte qui a besoin d'être bien servi », se plaint Sadaanti Nidhoimi, une jeune femme de Mbatsé qui tient cette activité dans sa localité. Mais elle ne peut que s'adapter à cette situation pour pouvoir survivre « Ce n'est pas possible qu'un produit puisse changer de prix de cette manière en quelques mois seulement » s'inquiète-t-elle.

Dans certains coins de la capitale Fomboni, les prix sont les mêmes. Une aile grillée coûte désormais 300 fc contre 200 fc auparavant. À quelques kilomètres de la capitale à Nkangani dans la région de Djando, Houdhoyfati Soifaoui

lance son cri d'alarme : « j'appelle les autorités à revoir cette problématique car nous sommes fatigués de cette crise ». Cette jeune femme s'est lancée dans la vente de brochettes pour juste éviter de rester les bras croisés. La fréquence

de la clientèle traditionnelle des ailes grillées s'est sensiblement réduite à cause des prix. Il n'en demeure pas moins que les brochetteries poussent comme des champignons.

Riwad



Une vendeuse de grillade de Mabawa à Fomboni.

Date	Événement
1er Octobre	Conférence de presse de lancement - Hotel le Retaj / Moroni
Du 3 au 7 Octobre	Tournée Ambulance Rose / Ngazidja
Du 5 Oct au 5 Nov	Dépistage à prix réduit - Ndzuani / Ngazidja
8 Octobre	Journée Sport - Alliance française / Moroni
29 Octobre	Gala Rose - Hotel le Retaj / Moroni
5 Novembre	Marche Rose de Clôture / Moroni